



Golfe de Guinée : zone de crises pour longtemps

Les évolutions de la situation de la zone du golfe de Guinée permettent d'envisager trois scénarios à l'horizon 2020 : l'espoir d'une croissance économique, la perte de contrôle des Etats et des crises majeures comme celle du Mali depuis 2012.

Les enjeux sécuritaires de cette zone ont fait l'objet d'une conférence organisée, le 8 avril 2013 à Paris, par la Direction des affaires stratégiques et l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire. Y ont participé Francis Faye, Jean-Marc Balencie et Bernard Dujardin de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES).

Dynamiques de croissance. Les interactions entre les croissances économique et démographique pourraient faire reculer la pauvreté. La poussée démographique favorise la mobilité des populations, caractérisée par des flux migratoires de grande ampleur, essentiellement vers les pays producteurs de pétrole de la région (Nigeria et Ghana) et, en partie, à destination de l'Europe et des Proche et Moyen-Orient. Les changements climatiques en cours pourraient accentuer cette mobilité. L'urbanisation croissante se concentre déjà dans les ports, avec les risques de saturation des infrastructures et de dégradation des services de base à la population. En 2020, le golfe de Guinée devrait compter une trentaine de villes de plus d'un million d'habitants (6 en 1990), 60 villes de plus de 500.000 habitants (17 en 1990) et 300 villes de plus de 100.000 habitants. Sur les 500 km de littoral entre Benin City (Nigeria) et Accra (Ghana), les démographes prévoient plus de 25 millions d'habitants et 5 agglomérations portuaires dépassant le million d'habitants. Le golfe de Guinée va devenir l'un des principaux pôles d'approvisionnement de l'économie mondiale en produits agricoles, énergétiques et miniers. La France dépend déjà de cette zone pour 15 % de ses ressources pétrolières et pour 40 % de ses approvisionnements en uranium (Niger), qui passeront à 50 % en 2020. Les ports de Cotonou (Bénin) et d'Abidjan (Côte d'Ivoire) constituent les principaux débouchés maritimes du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Les organisations régionales, à savoir la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Est (CEEAC), montent en puissance. Enfin, les pays émergents dont la Chine, l'Inde et le Brésil, affirment leur présence.

Djihadisme africain. Les exactions des mouvements djihadistes et les menaces qu'ils font peser dans la région et, indirectement, sur l'Europe ont incité la France à intervenir au Mali en janvier 2013. Une partie croissante de l'Afrique de l'Ouest sert de cadre à l'action de deux mouvances islamistes radicales se réclamant de l'organisation terroriste Al-Qaïda : le groupe nigérian Boko Haram et le « Mouvement pour l'unité du Jihad en Afrique de l'Ouest » (MUJAO). Profitant de la

crise politique au Mali, les mouvements touaregs Ançar Dine et MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) avaient pris le contrôle du Nord du Mali en 2012. Ces groupes, animés par des sentiments anti-occidentaux et anti-chrétiens, ont engagé la lutte armée contre les autorités locales des régions sahariennes et même dans le Nord du Nigeria. Ils prennent des Occidentaux en otage, pour attirer l'attention et obtenir des rançons, et pratiquent également l'assassinat ciblé contre des militaires, policiers, représentants des autorités et partisans d'un islam modéré. Leur théâtre d'opérations, ouvert au Mali, pourrait s'étendre au Tchad, au Sénégal et à la Gambie. Profitant des migrations internes et régionales, ces groupes djihadistes pourraient s'infiltrer dans les grandes métropoles portuaires du golfe de Guinée (Abidjan, Lomé et Cotonou) pour y établir des cellules opérationnelles.

Narco-traffic international. Selon l'Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS) quelque 35 t de drogue (cocaïne surtout), produite en Amérique du Sud et à destination de l'Europe, transitent chaque année par l'Afrique et principalement par le golfe de Guinée. Les cartels de narcotrafiquants ont constitué des réseaux au Mali et sont parvenus à contrôler une grande partie des fonctions étatiques de la Guinée-Bissau, deux pays confrontés à de graves crises politiques en 2012. De leur côté, les autorités américaines suspectent le mouvement chiite Hezbollah (émanation de l'Iran au Liban) de se financer en partie par le trafic de drogue dans le golfe de Guinée. La diaspora libanaise, en majorité chiite, est en effet très implantée dans les ports africains par le biais de sociétés financières et d'import-export. D'après l'OCTRIS, la drogue sud-américaine ou des Caraïbes arrive en grandes quantités par mer, surtout à Lomé (Togo) et Kamsar (Guinée), ou par voie aérienne par petits paquets, grâce aux nouvelles lignes sur le Brésil. Dans ce cas, elle traverse l'Atlantique en direction du Cap Vert, du Sénégal, de la Guinée-Bissau et de la Guinée. Les cartels tirent parti du dysfonctionnement des appareils d'Etat et de la corruption ambiante pour acheter des complicités et constituer des réseaux pour le stockage, la redistribution et enfin l'acheminement de la drogue vers l'Europe, via le Maghreb. Ils sont associés aux organisations criminelles nigérianes, présentes dans toute l'Afrique et en Europe, et aux trafiquants marocains de cannabis, dont les réseaux logistiques assurent le transit de la drogue à travers le Sahara et la Méditerranée. En conséquence, les Etats européens agissent directement sur place par des interventions en mer, des partenariats avec les polices locales et le déploiement, dans leurs ambassades, « d'attachés de sécurité intérieure ». Pour

la France, ces derniers dépendent de la Direction de la coopération internationale, qui regroupe les services similaires de la police et de la gendarmerie au sein du ministère de l'Intérieur (voir « Archives » 18/01/2012 « Lutte contre le trafic de drogue : réponse internationale »). Enfin, selon les intervenants de la FMES, ce trafic de la drogue sud-américaine à travers l'Afrique devrait croître dans les dix prochaines années ainsi que la consommation de drogue en Afrique même, déjà observable sur le terrain.

Loïc Salmon

Les enjeux sécuritaires en Afrique portent sur les approvisionnements énergétiques, les conséquences pour les entreprises françaises, l'influence de la France et le rôle de la Marine nationale. Celle-ci déploie en permanence un ou deux bâtiments dans le golfe de Guinée dans le cadre de la mission « Corymbe ». Le 7 avril, la frégate anti-sous-marine Latouche-Tréville a relevé le bâtiment de projection et de commandement Mistral et l'avisos Lieutenant-de-Vaisseau-Le-Hénaff. Le Mistral a parcouru 24.000 milles nautiques (44.448 km) en 101 jours de mer pour des missions de surveillance maritime et d'assistance en mer. Les 25 jours qu'il a passés à quai ont été mis à profit pour l'assistance, notamment médicale, aux populations civiles et l'instruction opérationnelle de 321 stagiaires africains (lutte contre la piraterie et les trafics illicites en mer).